

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 07/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOFIDEL FRANCE**

Ban la Dame  
Parc d'activités de Nancy-Pompey  
54390 FROUARD

Références : AT/IA/2024\_2436  
Code AIOT : 0006200203

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement SOFIDEL FRANCE implanté \_ Ban la Dame Parc d'activités de Nancy-Pompey 854390 FROUARD. L'inspection a été annoncée le 25/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOFIDEL FRANCE
- Ban la Dame \_ Parc d'activités de Nancy-Pompey \_54390 FROUARD
- Code AIOT : 0006200203
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est une papeterie qui fabrique, transforme et conditionne les papiers.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Piézomètre	AP Complémentaire du 06/06/2013, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cellules	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.7	Sans objet
2	Systèmes de détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.9	Sans objet
3	chaufferie et local charge de batterie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.13	Sans objet
4	Produits dangereux	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.1	Sans objet
5	Vérification périodique	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement respecte les prescriptions contrôlées. L'exploitant doit apporter des éléments justifiant du devenir des puits de contrôle créés en application des dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2013 et, le cas échéant, de leur fermeture selon les règles de l'art.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Cellules

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cellules
<b>Prescription contrôlée :</b>  A l'exception des stockages de papier en bobine (autre que papiers d'hygiène) et des stockages de pâte en balles pour lesquelles les tailles de cellules ne sont pas limitées, les cellules ont une surface maximale de : 2 500 m <sup>2</sup> pour les stockages de papiers récupérés ; 6 000 m <sup>2</sup> pour les autres types de papiers dont les bobines de papier hygiène.
<b>Constats :</b>  L'exploitant respecte les prescriptions de stockage. Les surfaces sont identifiées au sol et sur le plan général des bâtiments.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Systèmes de détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules et locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne l'alarme d'évacuation immédiate perceptible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.
<b>Constats :</b>
L'inspection a pu contrôler la présence d'un système de détection incendie avec un report de l'alarme au poste de garde dans les locaux mentionnés par la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : chaufferie et local charge de batterie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Locaux proches
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>S'il existe une chaufferie ou un local de charge de batteries des chariots, ceux-ci sont situés dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur au dépôt ou isolé par une paroi REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et le dépôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60-C, soit par une porte EI2 120 C et de classe de durabilité C2.</p> <p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'arrivée du combustible ;</li> <li>- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;</li> <li>- un dispositif sonore et visuel d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.</li> </ul> <p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockages sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Ces locaux sont bien distincts des autres installations. Il n'y a pas de communication directe entre ces locaux et les autres installations.</p> <p>L'inspection a pu constater la présence du coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation, d'une alarme visuelle et sonore.</p> <p>Par sondage, l'inspection n'a pas constaté de lieu de recharge de batteries autre que le local mentionné ci-dessus.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont tenus à disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de</p>

danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.
<b>Constats :</b>  Les fiches de données de sécurité sont disponibles sur le réseau via le système SAP. Lors de la visite, l'inspection a constaté l'absence de ces fiches au poste de garde afin d'être accessibles facilement aux services de secours. Par courriel du 11 octobre, l'exploitant a transmis à l'inspection la preuve de la mise en place d'un classeur compilant toutes les fiches de données de sécurité au poste de garde. Ce point n'appelle donc pas d'observation de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Vérification périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b>  L'inspection a pu constater le respect de la périodicité des contrôles comme indiqué ci-dessous avec la date du dernier contrôle : <b>Installations de chauffage :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Biomasse : 06/07/2023 (périodicité 120 mois)</li> <li>• SG1000: 06/07/2023 (périodicité 120 mois)</li> <li>• SG2000: 29/11/2023 (périodicité 120 mois)</li> <li>• Chaudière des locaux papeterie « vitodens » : 30/09/2024</li> </ul> <b>Systèmes de lutte contre l'incendie :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sprinkler : 01/07/2024 (périodicité 12 mois)</li> <li>• RIA - Moteurs diesels, etc.. du 21/05/2024 au 28/06/2024 (périodicité 12 mois)</li> <li>• Détecteurs de fumées : du 12/02/2024 au 15/02/2024 (périodicité 12 mois)</li> <li>• SSi - Portes coupe-feu : du 14/10/2024 au 18/10/2024 (périodicité 12 mois)</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Piézomètre

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/06/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Réalisation des puits de contrôle. Le forage, la tête de forage et le développement des ouvrages définis à l'article 2 du présent arrêté seront réalisés conformément au dossier de déclaration en date du 16 mai 2012. Les travaux de réalisation des six puits devront en outre respecter les dispositions suivantes :

<p>Il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m<sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. La tête des puits s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur, compté à partir du niveau du terrain naturel.</p> <p>Cette tête est rendue étanche. Chaque puits est régulièrement entretenu de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection n'a pas pu constater l'état des piézomètres car ceux-ci sont rebouchés d'après les affirmations de l'exploitant.</p> <p>Cependant l'inspection n'a pas retrouvé la trace d'une information de la part de l'exploitant informant de la fermeture des puits selon les règles de l'art.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre tous les documents à disposition concernant l'arrêt de l'utilisation des piézomètres.</p> <p>Dans le cas contraire, il informera Madame le Préfet de l'arrêt de l'utilisation des piézomètres et justifiera du respect des bonnes pratiques quant à la fermeture des puits.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>